



L'Inspection du travail dont rêve Laurence Parisot

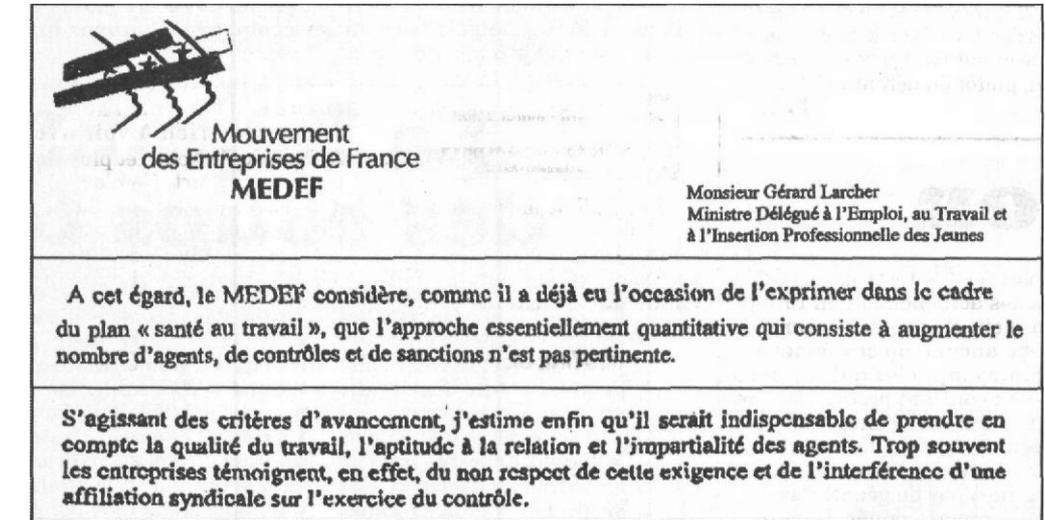
MALGRÉ les cris d'orfraie que poussent régulièrement les dirigeants patronaux contre une administration tatillonne qui les empêche de faire leur boulot, la France est le pays d'Europe où les entreprises sont le moins harcelées. On y dénombre à peine plus de 1 300 inspecteurs et contrôleurs du travail (ces derniers se limitent à surveiller les petites boîtes), soit 30 % de moins que la moyenne européenne.

En 2006, cet effectif bénéficierait du prodigieux renfort de 91 agents, à comparer avec le nombre de recrues dans la police (2 600) annoncé par Sarkozy.

Suivez le guide

Le 9 mars dernier, Gérard Larcher, ministre délégué à l'Emploi, présentait une réforme destinée à augmenter de 700 agents avant 2010 l'effectif de l'Inspection du travail. Cette audace a provoqué un véritable tollé au Medef : le jour même, Laurence Parisot, présidente du syndicat des patrons, demandait par écrit (*notre document*) à Larcher d'abroger son projet comme un vulgaire CPE pour engager une « concertation approfondie avec les entreprises ».

Dans sa lettre au ministre, la cheftaine du patronat affirme tout



Extrait de la lettre adressée, le 9 mars, par Laurence Parisot au ministre délégué à l'Emploi, Gérard Larcher. Selon elle, les inspecteurs du travail sont d'abominables gêneurs.

de go que l'augmentation des effectifs « n'est pas pertinente ». Selon elle, mieux vaudrait éditer des « guides pratiques » dont feraient leur miel tant les employeurs que les inspecteurs du travail, qui, à l'en croire, ont du mal à « comprendre et appliquer une réglementation devenue complexe et abondante ». Ces fonctionnaires,

honorablement diplômés, seraient-ils incapables de lire le Code du travail ?

Laurence Parisot considère aussi que ces inspecteurs devraient mieux aimer l'entreprise. Et moins leurs syndicats. Dans les critères d'avancement, il faudrait tenir compte de leur aptitude à saisir les impératifs de la vie des socié-

tés, et rendre obligatoires les stages dans des boîtes privées pour ces fonctionnaires. Et pourquoi pas chez l'un de ces cinquante petits patrons qui, selon les chiffres officiels, se sont amusés, l'an dernier, à se faire les muscles en cognant sur des inspecteurs ou des contrôleurs du travail ?

Alain Guédé